

Ni renoncement, ni dilution, ni repli ! (Robert Clément)

Tous les communistes, dans leur diversité, sont marqués par le choc qu'ont été les résultats de leur parti aux dernières élections législatives. Ils sont inquiets, à juste titre. Ils s'interrogent, discutent et recherchent les causes de ce nouvel affaiblissement. Il est donc parfaitement normal que des opinions différentes s'expriment. Ce débat est utile. Il doit être poursuivi et enrichi, sereinement, sans admonestations, sans arrière-pensées, sans règlements de compte. À bâtons rompus, j'y apporte ma (longue) contribution.

Après avoir pris connaissance de la base commune adoptée par le Conseil national, ainsi que des trois textes alternatifs, une chose m'apparaît clairement, les points de vue différents portent sur les trois questions en « débat » : Le bilan, notre conception du rassemblement, notre stratégie et les directions. Deux observations, avant d'en venir à quelques considérations sur la crise du capitalisme, sur notre projet communiste et plus précisément sur les trois sujets qui occupent l'essentiel de nos débats.

La première sera pour m'étonner de l'absence dans les trois textes alternatifs de toute référence à ce qui a précédé l'adoption de la base commune. Ce texte n'est pas sorti de nulle part. Il est le fruit d'un travail collectif engagé depuis l'automne dernier. Des centaines de communistes, même si l'on peut estimer cet engagement insuffisant, se sont exprimés dans les 14 chantiers thématiques, dans des contributions individuelles et collectives, dans de multiples comptes rendus de réunions. On peut manifester ses désaccords avec tout ou partie de ce texte, mais reconnaissons que pour la première fois, l'écriture de la « base commune » a été précédée de la « prise de parole » de tous les communistes qui le souhaitaient. C'est un fait nouveau. Pour ma part, je me suis enrichi à la lecture de ces différentes opinions et propositions.

Seconde remarque : Il fut un temps où notre parti évoquait les événements extérieurs, « les conditions objectives », pour refuser de se livrer à la critique de ses propres choix. Aujourd'hui à l'inverse, tout dépendrait de « NOUS », en évacuant tout ce qui nous est extérieur. Le Parti communiste ne vit pas dans un monde à part. Il n'échappe ni aux questionnements, ni à la crise politique. Or, on fait comme si nous n'avions pas, nous aussi, été touchés par le dédagisme et le rejet des partis. On fait comme si le présidentielisme, depuis 2002, n'avait pas causé de véritables dégâts dans les consciences. Nous en avons été victimes, sans doute, plus que d'autres.

À PROPOS DE LA CRISE SYSTÉMIQUE DU CAPITALISME

L'appréciation et les débats que nous portons sur la crise du capitalisme actuel sont essentiels si on veut construire un mouvement du peuple pour le changement et créer les conditions d'une union qui s'attaque aux causes. Dans le moment politique que nous vivons, ce serait une erreur de passer par-dessus les constats et

explications pour aller directement aux solutions. Les propositions communistes, ne convainquent

2

vraiment, que si les ressorts, les causes de la situation sont compris ou approchés. Il nous faut contribuer au réveil de la pensée critique. Ce n'est pas la seule fonction du Parti communiste. Mais elle est capitale pour la suite du mouvement de la société. C'est la raison pour laquelle, je considère que les sept premières thèses de la base commune du Conseil national, traitant de la crise systémique du capitalisme sont à mes yeux, les plus claires et les plus fortes.

NOTRE PROJET COMMUNISTE

Il fut un temps où nous disions que le Parti communiste n'existait pas pour lui-même. Cela me semble toujours vrai. Après le traumatisme qui a suivi les échéances de 2017 les communistes se sont engagés dans la préparation de leur 38^{ème} congrès. C'est évidemment pour eux l'heure de débats et de choix majeurs pour l'avenir du PCF. Mais pour quoi faire, si ce n'est pour être au service des femmes, des hommes et des jeunes, qui dans leur immense majorité souffrent de la domination du capitalisme, et aspirent, même confusément, à une alternative au désastre dans lequel le capitalisme nous entraîne. Raison de plus pour porter avec confiance et de manière offensive « notre communisme ». Encore faut-il qu'il ne reste pas un discours de congrès, éloigné des préoccupations et des aspirations de notre peuple ? Le monde est en désordre. Les mois, les années qui viennent vont connaître de grands bouleversements. C'est sans doute ce qui explique l'angoisse, voire le désarroi de tant de gens. Lorsque nombre d'entre eux nous interrogent, ils nous disent souvent : « vous n'êtes pas assez clairs ». Ils veulent dire, « vous ne mettez pas sur la table les questions de fond ». Ces gens considèrent que leurs aspirations et revendications sont bien traitées par nous. Mais ils veulent plus. Ils aspirent à ce que quelqu'un mette les pieds dans le plat. C'est le Parti communiste qui peut le faire. À condition toutefois, de faire vivre nos propositions, nos idées communistes à partir du réel, de leur vie et de leurs luttes, en un mot de faire en sorte qu'ils soient identifiés.

Je prends quelques exemples.

Nicolas Hulot vient de démissionner. Que n'avons –nous pas lu et entendu. : « La politique n'arrive pas à traiter les questions idéologiques », « Aucun parti, jusqu'à présent n'a intégré le problème du réchauffement climatique », « Si Nicolas Hulot n'a pas réussi qui y parviendra » ?, « Les lobbies contre le ministre de l'environnement ». Et macron d'asséner : « Aucun gouvernement de la 5^{ème} République n'a fait autant que ce gouvernement en quinze mois ». C'est qu'au fond les tenants du libéralisme ne parviennent pas à masquer une réalité : l'urgence écologique se heurte à la logique libérale, au mur de l'argent. Tout cela pour dire que cet évènement de la fin de l'été vient éclairer aux yeux de nombre de nos

concitoyens ce qui est l'apport original du PCF. Comme l'indique la huitième thèse de la base commune du CN : « Le profit et l'accumulation ne peuvent commander le présent et le devenir de l'humanité et de notre planète...Nous voulons quant à nous, remettre les choses à l'endroit et placer l'humain d'abord. C'est ce que nous appelons l'écocommunisme ». Voilà qui peut

3

parler à des millions de Françaises et de Français inquiets comme nous de l'avenir de notre planète.

Le gouvernement Macron/Philippe s'est engagé dans la voie de la privatisation de la SNCF. De nombreuses lignes sont promises à la fermeture. Le fret est ramené à la portion congrue. Le tout camion nous embouteille. Les prix des péages des autoroutes devraient subir de nouvelles hausses. Dans un climat où les inquiétudes grandissent, où l'action pour défendre le service public de la SNCF va, sans nul doute se poursuivre, les propositions communistes pour un grand service public ferroviaire du 21^{ème} siècle, comme la nationalisation des autoroutes peuvent recevoir un écho favorable

La santé fait aujourd'hui partie, avec le pouvoir d'achat, de la principale préoccupation de nos concitoyens. Comment pourrait-il en être autrement. Les déserts médicaux sont légion. Le déremboursement des médicaments vient grever le pouvoir d'achat du plus grand nombre. L'hôpital et les Ehpad sont malades de l'austérité. Notre parti est présent dans le soutien à toutes les luttes. Au-delà, ne conviendrait-il pas de faire vivre davantage nos propositions communistes. « Pour mettre fin à la domination de la finance à l'hôpital ». « Pour une sécurité sociale du XXI^{ème} siècle assurant le remboursement à 100% des soins présents et de la perte d'autonomie ». Pour la taxation des profits éhontés de l'industrie pharmaceutique et la construction d'un pôle public du médicament. C'est ce que pointe à juste titre la thèse 22 de la base commune du CN sur la protection et le développement des services publics.

J'en viens au débat à propos du bilan et de notre stratégie. Dans le texte « Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps communiste », on peut lire : « De façon incompréhensible, il (la base commune nldr) ne mentionne même pas les difficultés auxquelles nous sommes confrontés : comme si elles n'existaient pas, que tout allait bien, ou pas trop mal pour notre combat communiste... » « Sur les « 48 thèses » présentées, la plupart sont la pure et simple reprise d'idées bien connues des communistes et qui font accord entre eux, reprises depuis des années de congrès en congrès(...) ». « Quelles sont les causes de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons ? Que devons-nous changer de nous-mêmes, que devons-nous inventer de nouveau pour redonner un avenir à notre combat ? À ces questions, le projet de « base commune » ne répond pas. Pour l'essentiel, il propose de continuer

comme avant et même, sur la stratégie, de faire un bond en arrière de plus de trente ans. »

Certes, les insuffisances du texte adopté par le Conseil national, ne sont pas discutables. Pour ma part, j'en pointerai quelques-unes. Et nul doute, que le débat « en grand » des communistes viendra l'enrichir.

4

Mais je reviens à l'affirmation selon laquelle, « le texte, sur la stratégie nous ferait revenir trente ans en arrière ». Voici ce que nous lisons dans la résolution adoptée en décembre 1990, au 27^{ème} congrès (il y a 28 ans) : « Nous luttons pour un socialisme démocratique, autogestionnaire, à la française. Il amorcera le processus historique menant au communisme ». Tel n'est pas, loin s'en faut, ce qui est décrit dans le texte adopté par le Conseil national, à savoir que le « communisme est à l'ordre du jour de ce siècle ». Si les 34^e, 35^e, 36^e et 37^e congrès évoquent le besoin impérieux d'un processus de dépassement du capitalisme, dans aucun de ces congrès, nous n'avons affirmé aussi clairement, que le « communisme est à l'ordre du jour de ce siècle » En mesure-t-on toujours la portée ? Ce n'est pas si sûr.

JE NE ME DÉROBE PAS : PARLONS BILAN !

On évoque souvent le refus de la « direction » de faire un bilan critique des stratégies passées. D'accord, discutons bilan ! Je n'y vois aucun inconvénient. Mais à condition que les enseignements que nous en tirons collectivement soient utiles pour dans les choix politiques qu'auront à décider les communistes à leur congrès, sans chercher à distribuer les bons et les mauvais points et encore moins à régler des comptes. Et en mettant tout sur la table, sans faire l'impasse, même involontaire, sur les vrais moments de cet « effacement ». Ainsi les auteurs de la proposition de base commune : « Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle », évoquent :

- « ...2002, et notre effacement politique dans « la gauche plurielle »...
- 2007, notre immersion dans les « comités antilibéraux »...
- 2007-2008, la direction privilégie peu à peu, après le 34^e congrès, une conception du Front de gauche comme processus d'alliance.
- 2012, le Front de gauche, niant notre idée de « fronts de luttes », tend à se transformer en machine électorale...
- 2012-2017, le Parti communiste délègue la prise d'initiatives populaires à Jean-Luc Mélenchon...Il laisse une place démesurée au PG sur ses listes aux élections successives (européennes, municipales, régionales)... ;
- 2017, la décision du 37^{ème} congrès d'engager un candidat communiste dans la perspective de la présidentielle n'est pas respectée...Malgré la forte demande d'autonomie des communistes exprimée en conférence nationale... »

Je m'étonne que dans ces rappels successifs, il ne soit pas fait état, du 30^{ème} congrès de Martigues, celui de la « mutation ». Il s'agissait alors d'accepter un « véritable électrochoc », de faire des choix de même portée que « ceux du congrès de Tours ». Il devait être le congrès fondateur du Nouveau Parti Communiste des années 2000. Il sera le congrès de bien des abandons, même si l'idée de changer le nom de notre Parti sera finalement abandonnée. Je note que les textes préparatoires à ce congrès obtiendront 80% d'opinions positives. Nous connaissons la suite. Le 4 novembre 1997 Georges Marchais écrit dans l'Humanité, à propos des rumeurs annonçant un possible changement de nom du PCF. « Ce n'est pas chez moi, dira-t-il, qu'on trouvera de la frilosité par rapport aux évolutions qui sont indispensables. Ni renoncement, ni

5

immobilisme, conclura-t-il ». Oui, à ce moment, on pouvait à juste titre parler « d'effacement »

En ce mois de mars 2000, nous sommes au beau milieu de la participation des communistes au gouvernement de Lionel Jospin (70% des communistes se sont prononcés pour cette participation). Il y aura les ombres et les lumières. Les 35 h, la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU), l'action positive de Marie-George Buffet au ministère de la jeunesse et des sports, celle de Michèle Demessine, pour que la France reste la première destination touristique mondiale. Mais ce sera aussi plusieurs privatisations ou les ouvertures de capital (France Télécom, Gan, Thomson, Air France, Crédit Industriel et Commercial (CIC) CNP Assurances, Crédit Lyonnais...)

Par ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler pour les plus anciens de mes camarades (signataires ou non de textes alternatifs), que nos parlementaires s'abstiendront sur le texte de loi instaurant le quinquennat voulu par Chirac et Jospin et que notre Conseil national appellera à une « abstention active », lors du référendum de septembre 2000. Il est bon de garder en mémoire ce vote extrêmement important, pour éclairer les résultats que nous avons obtenu aux présidentielles qui suivront en 2002 et 2007. En toute humilité, gardons-nous de tout schématisme dans l'analyse de notre nouveau passage au gouvernement (Je suis d'autant plus à l'aise pour le dire, que je n'étais pas favorable à cette participation dans les conditions où elle a été négociée !). De 1997 à 2002, notre parti commettra les mêmes erreurs qu'en 1981. Nous n'avons pas su, nous n'avons pas pu affronter les obstacles avec courage. Ceux du Medef et des marchés financiers. Être au pouvoir, même lorsqu'on est communiste, n'abolit pas en soi les rapports de force, les rapports de classe. Croire que l'on peut agir sans le peuple, tenter de le libérer par en haut est une grave erreur. Ce débat a eu lieu, en son temps. Il se poursuit aujourd'hui dans d'autres conditions.

À ce propos, dans la base commune, la thèse 25, traite de la conquête du pouvoir d'État. Il m'apparaît que compte tenu des expériences passées, nous devrions préciser que « se contenter d'une alliance au sommet, en croyant qu'il suffirait

d'appliquer un programme pour que tout se passe bien est une illusion. Sans l'intervention populaire, sollicitée en permanence par notre parti, point de salut. Un gouvernement de gauche auquel nous participerions se doit de s'appuyer sur la mobilisation des citoyens. Ce n'est que cela qui peut changer la donne.

A PROPOS DE L'UTILISATION DE L'ARGENT

Alors, toutes les années, qui ont suivi notre 34^{ème} congrès, ne seraient-elles-elles qu'une succession d'échecs, d'erreurs, de manquements graves ? Je ne le pense pas. La lutte des classes n'est pas un long fleuve tranquille. Nous ne sommes pas seuls dans l'arène. Il y a les avancées, les reculs, les changements, les imprévus. Tout bouge, à toute vitesse.

J'ai pris connaissance de plusieurs textes soulignant l'importance à traiter mieux que nous ne l'avons fait du « pouvoir de l'argent » et « la nécessité de construire l'adhésion

6

majoritaire des citoyens à un dépassement de l'exploitation des travailleurs sous la forme concrète qu'elle prend aujourd'hui : le pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent » (Denis Durand). Je partage cette préoccupation et nous gagnerions à enrichir, à la thèse 27, la partie qui traite du pouvoir de l'argent. Nous avons mené campagne sur ces questions. « La bourse ou la vie », « le coût du capital ». Force est en effet de constater une difficulté à mener des campagnes sur le long terme. Mais je ne pense pas qu'il s'agisse comme je le lis parfois d'un abandon volontaire de « la direction ». Nous ne sommes pas à la hauteur sur ce sujet mais prenons bien en compte l'âpreté de la lutte idéologique, le fatalisme qui s'est développé dans notre société, dopé par les abandons successifs de la social-démocratie. J'ouvre une parenthèse pour dire qu'en 2007, nous avons eu les élections présidentielles et les législatives. En 2008, les municipales. En 2009, les européennes, en 2010, les régionales. En 2011, les cantonales. En 2012, la présidentielle et les législatives. En 2014, les municipales et les européennes. En 2015, les régionales et les départementales. En 2017, présidentielle et législatives.

Sans trouver une quelconque excuse, n'est-ce pas une réalité à prendre en compte, dans nos difficultés à mener des campagnes dans la durée ? On m'objectera que les idées que nous portons auraient pu prendre place dans ces campagnes électorales. Certes, mais plus facile à dire qu'à faire, surtout si nous prenons en compte le caractère différent de ces échéances.

L'ÉCHEC DU SOCIALISME RÉEL

Les textes alternatifs évoquent, différemment il est vrai, l'échec du socialisme « réel ». Pour ma part je considère, que cette question nous colle encore à la peau, en dépit du temps qui passe. Alors comment traiter ce sujet ? Faut-il comme le font les auteurs du texte « se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps communiste », « Ne pas se contenter d'affirmer péremptoirement que le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle » pour s'engager dans de longs développements sur ce qu'il ne « devait pas être », comme si nous n'aurions jamais

dit quoique ce soit sur ce « communisme qui n'en était pas un ». Quant au texte « Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^{ème}, on peut lire : « Après la chute du mur de Berlin et l'échec de l'expérience soviétique, avoir cru qu'il suffisait d'affirmer l'histoire propre du communisme français pour se dégager de cet échec était une erreur, un bilan communiste de ce qu'a représenté l'Union soviétique est indispensable pour sortir de la diabolisation construite contre nous par les porte-voix du capital et poursuivre avec ténacité le développement de notre projet original autogestionnaire vers un communisme de notre temps », ou bien encore « Ce qui est certain c'est que la disparition de l'URSS nous plaçait dans les années 90, au défi d'une analyse approfondie et du choix d'une novation communiste ».

Précisément, il se trouve qu'en février 1994, le 28^{ème} congrès adoptait un « Manifeste », traitant des causes de l'échec de l'expérience commencée en 1917 : Je cite : « Le Parti communiste français a longtemps partagé avec les autres partis

7

communistes un modèle de pensée qui postulait que la société ne pouvait se libérer du capitalisme qu'au moyen de la dictature du prolétariat et de l'étatisation de l'économie. La construction de la société soviétique, après la Révolution d'octobre 1917, s'est effectuée selon ce modèle. Celui d'avoir permis un important développement économique, social et culturel, jusqu'à faire de l'URSS la deuxième puissance mondiale. Mais il a également permis qu'apparaissent le stalinisme et son cortège de monstruosité. Il a été incapable de répondre aux besoins du peuple d'un pays moderne. Ce modèle a définitivement échoué. Pour le moins trois leçons s'imposent :

1. Il ne suffit pas d'abolir le capitalisme pour le dépasser. Vouloir construire une société qui lui soit supérieure, cela ne peut pas être faire table rase de la société existante pour en édifier une autre de toutes pièces...C'est un processus de transformations, de luttes de classe dans tous les domaines de la société pour faire prévaloir une logique démocratique, sociale, humaine contre tout ce qui est facteur de régression.
2. Il n'est pas de dépassement possible du capitalisme qui puisse s'effectuer sans dépasser tout ce qu'il est un système de domination sur la société et les individus. Employer la contrainte, l'abus de pouvoir, l'intolérance, la manipulation des consciences pervertit tout projet visant à s'en dégager. On ne libèrera pas la société de ce système hors d'un respect scrupuleux des libertés individuelles, du pluralisme, du suffrage universel et de l'essor de nouvelles libertés, de l'autogestion.
3. Enfin, troisième leçon qui peut être tirée de l'échec des régimes de l'Est et que ne contredit aucunement ce qui se passe depuis lors dans ces pays : quand le déroulement des événements échappe à la maîtrise du peuple, il finit par se retourner contre lui. Quelle que soit l'intention affichée, aucun changement ne

peut s'effectuer en faveur du peuple s'il n'est pas l'œuvre du peuple lui-même...Savoir que seules des méthodes dépassées ont été utilisées jusqu'ici fait mesurer que tout n'a pas encore été tenté pour mener vers un changement réel de politique et de société notamment par la voie la plus adaptée à notre époque : l'intervention consciente, permanente, effective des citoyens à tous les niveaux de la vie sociale, dans l'entreprise et dans la cité, l'autogestion et son articulation avec la conduite des affaires publiques.

Voilà pour ce point d'histoire. Et au fil du temps, les réflexions, les recherches et les enseignements se sont poursuivis et approfondis. La « base commune », a le mérite d'exprimer les transformations révolutionnaires de notre projet communiste. Disons-le plus clairement encore : « l'enseignement fondamental que nous tirons de la faillite des pays du système soviétique, c'est qu'aucun processus de dépassement véritable du capitalisme, aucun processus durable d'émancipation ne peut s'exonérer d'un

8

approfondissement continu de l'implication des citoyens, du mouvement social, de toute la société, femmes et hommes, dans les luttes de transformation et dans l'exercice de TOUS LES POUVOIRS.

C'EST DU CÔTÉ DU PARTI COMMUNISTE QUE PEUT VENIR L'ÉTINCELLE !

Dans leur majorité, les communistes, se retrouvent sur une idée essentielle. Mettre la force organisée d'un parti politique à la disposition de celles et ceux qui veulent résister, défendre leurs conquêtes, aspirent à construire des réponses neuves, dont l'être humain et non l'argent soit la finalité, et veulent donner une dimension nationale à l'expression de ce qu'ils ont à cœur, telle est la raison d'être du Parti communiste. La première condition pour qu'il joue ce rôle est bien évidemment qu'il soit une force qui compte dans la vie du pays, en capacité d'influer sur celle-ci. Satisfait-il à cette condition ? La lucidité exige qu'on considère qu'il s'agit d'une des principales questions posées aujourd'hui. Son affaiblissement suscite inquiétudes, doutes et débats. Des camarades parlent de son « effacement ». Parlons franchement. Nombre d'entre eux estiment que nous n'en serions pas là si nous avions présenté un(e) candidat(e) communiste à la présidentielle. Qui peut dire sérieusement que nos résultats aux législatives auraient été différents ? Toutes les leçons de cette période doivent être tirées. Il convient d'aller au bout de cet échange, avec passion peut-être, mais avec respect, et sans omettre le fait que l'élection présidentielle a toujours été un obstacle redoutable pour notre parti. N'oublions pas non plus que c'est en février 2016 que Jean-Luc Mélenchon annonce sa candidature sur un projet qui n'a absolument plus rien à voir avec « l'Humain d'abord ». Il est osé de voir les auteurs du texte alternatif : « Se réinventer ou disparaître ! Le printemps communiste » écrire : « C'est bien un projet de portée anticapitaliste qui est arrivé en tête de la gauche. » Non, loin s'en faut !

Alors nous avons tâtonné, avec l'idée qu'il fallait absolument empêcher le scénario catastrophe, qui d'ailleurs s'est trouvé confirmé dans les résultats, d'un duel entre la

droite et l'extrême droite. Pour ma part, j'estime que nous avons eu raison. Cependant nous avons, je crois, sous-estimé les dégâts causés par la politique menée par le couple Hollande/Valls, et du même coup le recul du Parti socialiste. Le « démagisme » s'est, peu à peu, installé dans les esprits, et nous en avons été victimes.

Dans ces conditions, primaire ou pas, (Et j'estime pour ma part que c'était une fausse bonne idée) il était devenu quasiment impossible d'aboutir à ce pourquoi nous agissions. Je n'approuve pas l'idée selon laquelle les communistes n'auraient pas mené une campagne autonome, porteuse de nos propositions. Qu'on dise que la chose n'était pas aisée, soit, mais ne ramenons pas l'action des communistes au seul ralliement à la candidature de J.L. Mélenchon.

De la même façon écrire que de 2012 à 2017 nous nous effaçons au point de laisser une place démesurée au PG sur les listes municipales, est pour le moins excessif, car c'est dans chacune de nos sections que projets et listes ont été élaborés, et non sur directive du « national ».

Rien n'est définitivement écrit. Nous voyons bien que la place et le rôle de notre parti dans la société française ne se mesurent pas seulement électoralement. Ses idées,

9

ses propositions, ses initiatives et les choix que feront les communistes à leur prochain congrès marqueront la société bien au-delà. Un nouvel essor du Parti communiste est possible car la période politique relance le défi d'alternative au capitalisme. Nous devons en être les porteurs dans un esprit offensif et audacieux. En ce qui me concerne, c'est au nom de l'avenir que je pense qu'il y a besoin d'un grand Parti communiste. Je n'ai jamais eu l'âme d'un ancien combattant, défendant sentimentalement le passé.

ET L'UNITÉ ?

Pour les communistes, la question de l'unité a été essentielle. Quasiment toujours. Quelle que soit le nom que l'histoire nous a livrée. Union contre le fascisme, Front populaire, Union dans les combats de la résistance, rassemblements sous toutes ses formes. Et ceci, à la base, dans les luttes dans les assemblées élues, au gouvernement...Rares ont été les moments où le Parti communiste a renoncé à l'union pour le repli. Sauf à considérer qu'un seul parti, fût-ce le Parti communiste possède toutes les clés de l'avenir. Il n'y a pas de mouvement populaire, vrai, majoritaire sans union. La diversité politique et idéologique des forces populaires est une démarche fondamentale du Parti communiste Pourtant l'union, ce sont des victoires mais aussi des déconvenues douloureuses. Il ne faut oublier ni le meilleur, ni le pire. C'est une affaire lourde, compliquée, pleine d'aléas, de hauts et de bas. Cela m'amène à évoquer l'expérience du Front de gauche, qui elle aussi a échoué. Si je ne nie pas l'espoir que ce dernier a pu susciter, je n'oublie pas non plus les divergences qui se sont manifestées dès le lendemain de l'élection présidentielle de 2012. Divergences portant notamment sur la conception du rassemblement.

L'objectif du Parti de gauche étant davantage de remplacer l'hégémonie du PS par une autre hégémonie à gauche. Je n'approuve pas l'appréciation portée dans le texte, « Se réinventer ou disparaître ! Le printemps du communiste ». La mort du Front de gauche est bien consécutive à l'annonce unilatérale de J.L Mélenchon d'annoncer sa candidature en solitaire. Par ailleurs notre parti, en 2007, a eu raison de s'opposer aux adhésions directes au Front de gauche qui aurait signifié, la création d'une nouvelle formation que le PG appelait de ses vœux. Alors et maintenant ? Après ce nouvel échec, il ne saurait être question de baisser les bras. Alors rassemblement autour du parti communiste ? Oui à l'activité autonome et renforcée du PCF et en même temps, unité et rassemblement !

Rappelons-nous l'expérience de 2005. Communistes, nous avons joué pleinement notre rôle en éclairant les enjeux du référendum sur la constitution européenne. Et nous avons du même pas travaillé au rassemblement de toutes les forces de gauche disant « NON à ce traité. Comme le précise justement le projet de base commune : « Pleinement communistes, pleinement rassembleurs pour de nouvelles majorités politiques » ! Quelle formes prendra la construction de mouvements capables de réaliser concrètement l'avancée des aspirations émancipatrices de notre peuple doit être le cœur de toutes nos initiatives. Difficile aujourd'hui de définir leur cadre politique. Une seule chose est sûre. Un front social et politique est indispensable pour faire

10

reculer le pouvoir LREM, gagner tout ce qui peut l'être pour redonner confiance aux forces de transformation sociale, aujourd'hui affaiblies, éclatées et dispersées.

LES DIRECTIONS

Quelques mots sur les « directions ». Désigner de façon rituelle « la direction » et son secrétaire national comme responsables de tous les maux me paraît excessif. Les nombreux membres du CN qui ont signé un texte alternatif, c'est leur droit, sont aussi membres de la direction élue au 37^{ème} congrès. Certes, comme tous les membres du Conseil national, il se doit de rendre des comptes aux communistes. Mais dans un esprit serein, responsable et constructif, avec un objectif de rassembler les communistes dans leur diversité pour affronter les défis qui sont devant nous. Ils sont d'importance. Je souhaite pointer trois idées.

1. Il est indispensable, comme le note d'ailleurs les différents textes de se donner une direction rajeunie... et diverse, car elle le sera forcément. Mais qui dit diversité, dit aussi esprit de responsabilité, dans la mise en œuvre des décisions prises. Par souci d'efficacité, et non pour taire ses différences d'appréciation sur telle ou telle question. Par ailleurs je pense que les commissions de travail se doivent de produire, plus assidument, des idées, des propositions pour nourrir la réflexion des communistes. D'une manière générale nous devons, à mon sens faire preuve de plus de réactivité sur des sujets qui font la vie quotidienne des habitants. Quelle est par exemple notre opinion sur la suppression de la taxe d'habitation ? Il en est ainsi du prélèvement à la source, question sur laquelle notre parti fait preuve d'un

silence assourdissant. Pourtant quand va arriver le mois de janvier, des millions de familles vont se rendre compte, qu'il leur faudra attendre la fin de l'été pour profiter des diminutions d'impôts dont elles bénéficiaient. Face au mécontentement qui ne va pas manquer de s'exprimer, nous nous exprimerons, avec d'autres. Mais avec un retard préjudiciable.

2. Notre parti n'est plus organisé dans nombre de cités et de quartiers populaires. Nous devons nous y atteler avec persévérance, cité par cité par cité, quartier par quartier, en visitant les communistes isolés, celles et ceux qui l'ont été, comme celles et ceux qui peuvent le devenir pour recréer des organisations de base, cellules, collectifs de communistes d'un quartier. Ce sont des communistes identifiés, proches des gens, attentifs à leurs difficultés, à leurs besoins et « utiles » qui redonneront une visibilité à notre parti. C'est le lieu, unique où les communistes se retrouvent pour débattre, pour échanger et décider d'initiatives. C'est irremplaçable pour un parti révolutionnaire.
 3. Concernant le déploiement de notre activité à l'entreprise. Je ne pense pas que là encore, nos difficultés soient dues à un « abandon ». C'est un débat récurrent de congrès en congrès. On décide d'un effort sans précédent du militantisme à
- 11
4. l'entreprise. Et cela ne donne rien. Signataires ou non d'un texte alternatif, nous pouvons les uns et les autres témoigner de la difficulté à laquelle nous sommes confrontés. Si une ou des fédérations avaient obtenu des résultats probants, nous le saurions. Il nous faut faire autrement. Commençons par prendre quatre ou cinq secteurs professionnels et recensons les militants qui s'y trouvent pour organiser des réseaux au plan national, ou mieux au niveau départemental.
 5. Tous les communistes se retrouvent pour souligner les efforts considérables à déployer en faveur de la formation des communistes. Ce n'est pas une question rituelle. La guerre des idées bat son plein. Il est nécessaire de considérer cet objet dans sa réalité et dans son importance. La force de l'offensive de l'idéologie dominante que nous vivons est évidente. L'idéologie capitaliste reste forte. Il ne faut pas la mésestimer. Elle dispose d'énormes moyens, des relais, une organisation comme probablement aucune société ne l'avait eue dans le passé. Avec l'Humanité et nos différentes publications nous disposons d'un riche potentiel, les militants. C'est dire dans les conditions du combat de classe dans le monde d'aujourd'hui combien leur formation devient un enjeu primordial.